

Lettre d'organisations de la société civile au Panel de Haut Niveau

Plaidoyer pour l'égalité et les droits des femmes et des filles

jeudi 16 mai 2013, par [Yveline Nicolas](#)

Le "Panel de Haut Niveau" mis en place par l'ONU pour élaborer des propositions en vue d'un cadre "post 2015" (après les Objectifs du millénaire pour le développement adoptés en 2000 et qui viennent à échéance en 2015) se réunit à New York à partir du 21 mai.

Des organisations de la société civile, dont Adéquations, ont adressé leur courrier ci-dessous aux membres du Panel, rappelant le caractère essentiel de la prise en compte de l'égalité et des droits des femmes dans le cadre post 2015.

14 mai 2013

Egalité de genre et droits des femmes et des filles dans le cadre post 2015

Aux membres du Panel de Haut Niveau sur le programme de développement post 2015

Comme vous vous réunissez pour finaliser vos recommandations au Secrétaire général des Nations unies, nous vous écrivons afin de réitérer nos plaidoyers concernant les droits humains des femmes, les jeunes et la justice de genre, qui ont déjà été exprimés à l'occasion de la réunion du Panel à Haut niveau à Monrovia, à la Conférence internationale de la société civile à Bonn, et lors des réunions du Panel au Bali et à Guadalajara, en ce qui concerne l'attention spécifique et la priorité à accorder aux femmes et aux jeunes dans toute leur diversité, dans le cadre du processus post 2015. Le développement soutenable sera impossible si les droits humains des femmes et des filles, qui constituent plus de la moitié de la population mondiale, et les obstacles structurels à leur pleine réalisation ne sont pas pris en compte.

Afin de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités économiques, de genre, d'origine culturelle et sociales, le cadre post 2015 doit être solidement fondé sur les droits humains, avec une attention particulière aux droits humains des femmes, des filles et des jeunes. Nous appelons à un cadre qui assure une réelle et profonde transformation du mode de développement, visant à réaliser pleinement les droits des femmes et des filles, et s'efforçant d'atteindre l'égalité de genre et la soutenabilité environnementale. Ceci requiert de rendre prioritaire les droits économiques des femmes, incluant leurs droits à un accès et un contrôle équitable des ressources, de la terre et de la propriété ; l'emploi décent, et la protection sociale, dont un accès à des services de *care* de qualité ; leurs droits à être libérées de toutes formes de violence ; leurs droits sexuels et de la procréation et l'accès à des soins de santé sexuelle et de la procréation de qualité ; leurs droits à la non-discrimination dans tous les domaines ; et leurs droits à la participation et aux responsabilités décisionnelles . Une attention spécifique doit également être donnée aux droits des filles adolescentes : mettre fin aux mariages précoces et forcés, assurer un cycle complet d'éducation secondaire pour toutes, un accès universel à une éducation sexuelle complète intégrant l'égalité de genre et les droits humains ; l'accès à des services de santé sexuelle et de la procréation et autres services de santé qui répondent aux besoins des adolescentes ; créer des espaces sûrs pour soutenir les filles (avec un mentorat d'adultes) dans la construction de leurs compétences et de leurs capacités économiques et sociales, en particulier toutes les stratégies qui garantiront les droits des filles, favoriseront leur autonomisation et leur prise de contrôle sur leur vie et jetteront les bases pour que les filles réalisent leur plein potentiel.

Prioriser les droits humains des femmes et des filles dans le cadre post 2015 nécessite d'examiner comment l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et de développement soutenable a un impact différent et disproportionné sur les femmes et les filles, et de proposer des stratégies en conséquence. Les

femmes portent le poids des crises sociales, économiques et environnementales. Ignorer les besoins spécifiques des femmes risque d'aboutir à un cadre qui sera, au mieux, inefficace.

Par exemple, la croissance incontrôlée des industries extractives et les monocultures à grande échelle sont non seulement dommageables pour la soutenabilité environnementale, mais elles ont aussi un impact négatif sur l'accès des femmes à la terre, à la propriété, aux ressources productives et à la souveraineté alimentaire. Trop souvent les gouvernements et les entreprises acquièrent des terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles sans le consentement libre, préalable et informé des communautés, entraînant des déplacements et une paupérisation de la population. Les effets de l'accaparement des terres et de l'eau, des mines géantes, et des sites d'extraction conduisent souvent des femmes à perdre leurs moyens de subsistance et peut même avoir des effets graves sur la santé. Cela sape l'égalité de genre, le bien-être économique et social des femmes et celui de leurs enfants et de leurs familles. Dans un autre domaine, obtenir le meilleur état de santé possible au cours de l'existence nécessite des stratégies spécifiques et différenciées en direction des femmes et des filles. Bien que les femmes vivent en moyenne plus longtemps que les hommes, elles passent un nombre d'années plus important en mauvaise santé, sont confrontées durant leurs années de fécondité à des risques spécifiques qui pourraient être évités, et, dans tous les pays, elles ont des courbes de mortalité et de morbidité différentes de celles des hommes. Pourtant, elles n'ont pas suffisamment accès de services de santé sexuelle et de la procréation de qualité, ainsi qu'à des services de prévention ou des traitements précoces pour des maladies non transmissibles. Un focus spécifique sur les femmes et les adolescent-es dans l'agenda post 2015 concernant la santé pourra non seulement réduire les inégalités, mais aussi avoir des impacts sur d'autres secteurs du développement.

Le cadre post 2015 doit également s'engager à réformer l'architecture économique et financière qui compromet l'égalité, perpétue la pauvreté, et conduit aux injustices et à la dégradation de l'environnement. Il est urgent de réformer les régimes monétaires, financiers, commerciaux et d'investissement pour garantir un commerce équitable, des mécanismes justes pour traiter la dette souveraine et stopper la volatilité, les fuites de capitaux et les flux illicites de capitaux. Traiter les symptômes de la pauvreté, de l'injustice et de la dégradation de l'environnement, sans aborder les structures macroéconomiques qui y contribuent en premier lieu, n'a aucun sens.

Enfin, le cadre post 2015 doit mettre l'accent sur une participation significative de groupes les plus marginalisés et affectés par un développement non soutenable, comme les femmes, les adolescent-es et les jeunes et les peuples autochtones.

Nous demandons instamment au Panel de Haut Niveau de prendre ces recommandations en considération et de proposer un cadre inclusif et profondément renouvelé, mettant au centre - la justice de genre, économique et écologique. Faute de quoi "Le monde que nous voulons" restera hors de portée.

Signataires

African Women's Development & Communication Network (FEMNET)

All India Women's Conference, India

APEDDUB, Tunisia

Asociacion Raxch' och' Oxlaju Aj, Guatemala

Association Adéquations

Association for Women's Rights in Development

Center for Women's Global Leadership

CoopeSoliDar R.L (Cooperativa de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social R.L), Costa Rica

Development Alternatives with Women for a New Era

Global Alliance for the Rights of Nature

International Women's Health Coalition

International Women's Rights Project

IRDANA Advice on Gender and Environment

Ipas

IPPF/WHR
LIFE e.V.
Niger Delta Women's Movement for Peace and Development
One World Awake
Reacción Climática, Bolivia
RESURJ Alliance
Roots for Equity
Rutgers WPF
Social-Ecological Fund
South Asia Women's Network
Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights
WECF International (Co-organising Partner Women Major Group)
Women's Earth and Climate Caucus

Traduction française association Adéquations

P.-S.

A consulter sur le site d'Adéquations :

- Les articles sur le thème [Femmes, égalité et gouvernance du développement durable](#)
